



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Valence, le 04/04/2018

Unité Inter-départementale
Drôme-Ardèche
Subdivision contrôles techniques et urbanisme

Affaire suivie par :
Christophe BOUILLLOUX
Tél : 04 75 82 76 20
Courriel :

christophe.bouilloux@developpement-durable.gouv.fr

Sylvie ORAND
Tél. : 04 75 82 46 34

Courriel : sylvie.orand@developpement-durable.gouv.fr

20180330-LET-
DAUR0181AvisPluArreteCruas-v01s.odt

Le chef de l'unité inter-départementale

à

Direction Départementale des Territoires de l'Ardèche
SUT – Planification Territoriale
2 place Simone Veil
BP 613
07006 PRIVAS Cedex

OBJET : Consultation sur le projet de PLU arrêté de la commune de Cruas

REFER : Votre lettre du 28 février 2018

P.J. 1 page corrigée

Par courrier cité en référence, vous m'avez adressé les éléments du dossier de PLU de la commune de Cruas, arrêté par délibération en date du 23 février 2018. Je vous informe que ce projet appelle de ma part les observations suivantes :

Rapport de présentation – pièce 2

La commune de Cruas est concernée par le permis de recherches de gîtes géothermiques dit « Permis du Val de Drôme » accordé à la société Fonroche Géothermie SAS par arrêté ministériel du 18 mars 2014. Cette information ne semble pas être donnée dans le rapport de présentation, elle est à rajouter. Il n'est toutefois prévu aucuns travaux sur le territoire de la commune à notre connaissance.

Gestion du risque lié au transport de matières dangereuses (page 58) : il convient de corriger la phrase pour tenir compte des servitudes d'utilité publique.

1.4.2 Activité non agricole (page 66)

Concernant la carrière Ciments Calcia, il convient de faire la correction suivante :

La carrière sise au lieu-dit « Ferrand » de la société ciments Calcia dont l'exploitation arrivait à échéance au 17/05/2017, a obtenu une nouvelle autorisation par arrêté préfectoral n° DDCSP/SAE/070116/02 du 07/01/2016, pour une durée de 30 ans et une superficie de 104 ha.

1.5.4 Equipements / déchets-électricité

Projet de parc éolien (page 76)

Vérifier la concordance des informations avec les éléments de la page 74 du document « Etat initial de l'environnement ».

1.6.2 Les risques technologiques (page 83)

Il convient pour les **installations classées** :

- d'ajouter la carrière Ciments Calcia
 - Carrière exploitée par Ciments Calcia, quartier Ferrand, autorisée par arrêté préfectoral n° DDCSPP/SAE/070116/02 du 07 janvier 2016, pour une durée de 30 ans et une superficie de 104 ha.
- de procéder aux corrections suivantes :
 - Ciments Calcia (Calcia SA), usine de Cruas, quartier Carabas, autorisé par arrêté préfectoral n°07-2017-05-02-008 du 02 mai 2017. Cet établissement fait l'objet d'une action de maîtrise de l'urbanisation.
 - Parc éolien de Cruas, exploité par Electricité de France (EDF) – CNPE, autorisé par arrêté préfectoral du 25 juin 2006.
- de vérifier auprès de la DDCSPP de l'Ardèche si le site SARVAL est à rajouter parmi les installations classées.
- de supprimer le site de la centrale nucléaire qui n'est pas une installation classée pour la protection de l'environnement (installation nucléaire suivie par l'ASN).

Concernant le « **Transport de matières dangereuses** », il convient de n'indiquer que les servitudes d'utilité publique prises par arrêté préfectoral du 02/03/2016 qui ont remplacé les zones de dangers.

Page 84 : Dans le cadre « Risques technologiques » corriger les informations relatives aux canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRTGaz, qui ont fait l'objet de servitudes d'utilité publique instituées par arrêté préfectoral n°BCL-DLPLCL-2-03-2016-09 du 02 mars 2016 afin de prendre en compte les risques à proximité. Ces servitudes ont remplacé les zones de dangers.

1.7. Servitudes, orientations.....

Servitudes d'utilité publique (page 88) : Ajouter dans la liste, la SUP1 – servitude liée à la maîtrise des risques à proximité des canalisations de transport de gaz, afin d'être en concordance avec la carte des SUP page 89.

Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) - pièce 3

Page 4 : « Prendre en compte les risques », il convient de rajouter le risque industriel.

Page 16 : Dans le cadre « légende » corriger les informations relatives aux canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRTGaz, qui ont fait l'objet de servitudes d'utilité publique instituées par arrêté préfectoral n°BCL-DLPLCL-2-03-2016-09 du 02/03/2016 afin de prendre en compte les risques à proximité. Ces servitudes ont remplacé les zones de dangers.

Evaluation environnementale (janvier 2017)

IV.7/ Risques naturels et technologiques / Risques transport de matières dangereuses (pages 68 et 69)

Actualiser les paragraphes en tenant compte, pour les canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRTGaz, des servitudes d'utilité publique instituées par arrêté préfectoral n°BCL-DLPLCL-2-03-2016-09 du 02/03/2016.

Etat initial de l'environnement

Prévoir d'intégrer un paragraphe sur les canalisations de transport de matières dangereuses exploitées par GRTGaz.

IV.3.2.2. L'énergie éolienne

Schéma Régionale de l'Éolien (SRE) - page 74

Il convient d'intégrer les informations suivantes :

Le schéma régional de l'éolien a été annulé par jugement du Tribunal Administratif de Lyon du 02 juillet 2015. Si le document n'a plus d'existence juridique, les analyses réalisées pour son élaboration constituent néanmoins des informations de référence utiles.

Au 28 février 2018, l'ex-région Rhône-Alpes comptait 179 éoliennes pour 315 MW contre 13 559 MW au niveau national (soit 2,3%).

Schéma Éolien de l'Ardèche - page 74

Pour information : l'Ardèche est le premier département « éolien » de la région Auvergne-Rhône-Alpes avec 91 éoliennes et 178 MW.

Données locales - page 74

Concernant le projet de parc « Cruas / Saint-Vincent-de-Barrès », le permis n'a pas été déposé en 2016. Le projet est donc toujours en cours de développement.

Il convient de mettre en concordances ces informations avec celles données dans le rapport de présentation (page 76 – Projet de parc éolien).

IV.3.3 Ressources des sous-sols

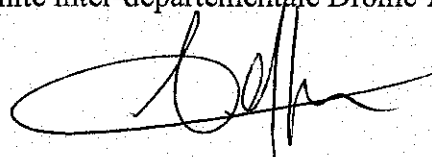
Page 78 – voir corrections sur page jointe.

IV.3.6.5. Installations classées

Sites encore en activité (pages 86 et 87) - Actualiser les informations suivantes :

- Ciments Calcia (Caltia SA), usine de Cruas, quartier Carabas, autorisé par arrêté préfectoral n°07-2017-05-02-008 du 02 mai 2017. Cet établissement fait l'objet d'une action de maîtrise de l'urbanisation.
- Parc éolien de Cruas, exploité par Electricité de France (EDF) – CNPE, autorisé par arrêté préfectoral du 25 juin 2006.
- Carrière exploitée par Ciments Calcia, quartier Ferrand, autorisée par arrêté préfectoral n°DDCSPP/SAE/070116/02 du 07 janvier 2016, pour une durée de 30 ans et une superficie de 104 ha.

Pour la directrice de la DREAL, et par délégation, le
chef de l'unité inter-départementale Drôme-Ardèche



Gilles GEFFRAYE

IV.3.3 Ressources des sous-sols

Source : Observatoire des matériaux du BRGM

Le Schéma Départemental des Carrières de l'Ardèche a été approuvé en février 2005. Bien qu'arrivé à terme ce schéma s'applique toujours.

Le territoire cruassien est très marqué par l'exploitation de carrières anciennes et actuelles (présence de deux cimenteries avec les usines Lafarge et Calcia pour la fabrication de ciments et chaux).

~~Une seule carrière est encore exploitée, il s'agit de la carrière à ciel ouvert « Ferrand » située au sud-ouest du territoire communal. La surface autorisée pour l'exploitation du site est de 189 ha et correspond à un gisement lié aux roches sédimentaires. L'autorisation de production est de 300 kt par an depuis 1987 et jusqu'en 2017.~~

On recense **11 anciennes carrières** aujourd'hui fermées. Toutes à ciel ouvert, elles sont regroupées sur quatre secteurs de la commune :

- 1 ancienne carrière sur les pentes du Cribeloux (la cimenterie relative à cette ancienne activité est aujourd'hui fermée) ;
- 4 anciennes carrières sur les pentes de Borie, la cimenterie Lafarge est toujours en activité bien que les sites d'extraction ne soient plus exploités ;
- 4 anciennes carrières au niveau du vallon des Combes, la cimenterie relative à cette ancienne activité est aujourd'hui fermée ;
- 2 anciennes carrières sur le site de Ferrand où est encore autorisée une extraction de matériaux jusqu'en 2017 et où est implantée la cimenterie Calcia.



Photographie 34 – Site d'exploitation de Ferrand et l'usine Calcia à droite
(Source : ECO-STRATEGIE, le 12 janvier 2016)

Une seule carrière est encore en activité, il s'agit de la carrière à ciel ouvert "Ferrand" située au sud-ouest de la commune pour l'exploitation de calcaire. Le renouvellement de la carrière a été autorisé par l'arrêté préfectoral n°DDCSPP/SAE/070116/02 du 07 janvier 2016 pour une durée de 30 ans, avec une production maximale annuelle de 300 kt de calcaire cimentier et 50 kt de stériles valorisés.